

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Un devoir de solidarité

Nous vivons actuellement une crise humanitaire majeure qui provoque l'exode de très nombreux réfugiés en Europe et dans le monde. Beaucoup d'entre eux ont vécu d'inaacceptables violences et subi les traumatismes des guerres et des déracinements. La France, comme l'Europe, a le devoir de les accueillir, et Paris y prend toute sa part, avec l'aide de l'État et des maires de nombreuses communes solidaires. Grâce aux personnels de la Ville, aux associations et à de nombreux Parisiens, une aide est quotidiennement apportée à tous ceux qui n'ont pas encore trouvé leur place dans des hébergements d'urgence, en attente d'une solution humainement acceptable. Mais les campements sauvages ne sauraient bien évidemment constituer une solution et nous ne les acceptons pas.

C'est pourquoi Anne Hidalgo et l'ensemble de l'équipe municipale ont courageusement pris leurs responsabilités en décidant de l'ouverture d'un centre d'accueil à la porte de la Chapelle, pour mieux prendre en charge les arrivants, le temps de les orienter vers les dispositifs dont ils dépendent. De même, en décidant de la construction d'un centre d'hébergement pour les sans-abri à la lisière du bois de Boulogne, la Ville de Paris a montré qu'elle agissait sur tout son territoire, dans tous les arrondissements, en se montrant solidaire des plus vulnérables, qu'ils soient migrants ou non. À aucun moment il ne peut s'agir d'opposer les personnes à la rue ou de privilégier les unes par rapport aux autres. La solidarité ne peut pas être sélective tant qu'elle est fondée sur le respect

de la personne humaine. Les Parisiennes et les Parisiens se sont souvent montrés exemplaires en sachant accueillir tous ceux qui souffrent. Au-delà de cette générosité, nous avons besoin de l'aide de l'État, de la Région et de toutes les communes de France pour que la solidarité nationale joue à plein dans ce moment exceptionnel. Nous ne devons pas tomber dans les pièges du rejet et de la peur mais au contraire affronter avec lucidité, pragmatisme et bienveillance une crise migratoire certes majeure mais surmontable par notre pays.

➔ Retrouvez-nous sur le site
<http://groupe-ps.paris>
 et sur Twitter : @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Fêtes de fin d'année : réveillons Paris !

Les indicateurs sont unanimes : le tourisme parisien, première industrie de la capitale, qui représente 400 000 emplois directs dans le Grand Paris et un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en Île-de-France, est dans une situation critique. Cet été, des étages entiers dans les grands hôtels de luxe ont été fermés par manque de clientèle, néfaste prélude à la fermeture complète de certains d'entre eux. Ils ne sont pas les seuls à être inquiets : restauration, grands magasins, tourisme fluvial, cabarets parisiens, tous, sans exception, multiplient les SOS. Les moyens concrets pour l'instant mis sur la table par le gouvernement, une enveloppe de 10 millions d'euros à l'échelle nationale, ou par la Ville de Paris, un schéma de développement touristique parisien sur le long

terme, sont largement insuffisants pour répondre de manière immédiate à cette crise. Le premier électrochoc aurait dû être une mobilisation totale et immédiate de tous en faveur de la saison touristique, capitale, des fêtes de fin d'année. Après un été touristique calamiteux, Paris ne pouvait se permettre de manquer un nouveau rendez-vous touristique majeur. « Pour les fêtes de fin d'année, réveillons Paris ! », tel aurait dû être le message martelé depuis la rentrée par l'exécutif et par tous les acteurs du tourisme, soutenu par un ensemble de mesures événementielles, économiques et financières fortes, pour enfin doter Paris d'un réveillon digne de ce nom ! Cela fait des années que nous alertons l'exécutif, la capitale ne peut plus se contenter de son offre traditionnelle des fêtes de fin

d'année ! Marchés de Noël à réinventer, festivités du nouvel an et défilé du 1^{er} janvier qui ne sont pas à la hauteur de l'événement. Ajoutons à cela un État d'urgence anxigène, dont il faudrait envisager la suspension, qui agit comme un épouvantail auprès de certaines clientèles touristiques. Mais doter Paris de fêtes dignes de ce nom, c'est aussi et avant tout aux Parisiens que nous le devons. Cette période de l'année doit être, plus que jamais, une soupape de décompression, un moment de joie, de partage et d'espoir. C'est dans cette optique que nous vous souhaitons de passer les plus belles fêtes de fin d'année possible, de tourner la page d'une année morose, et d'espérer les jours meilleurs d'une année 2017 capitale.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET, PRÉSIDENTE DU GROUPE

La liste de mes résolutions

Avec les fêtes de fin d'année revient le moment où l'on fait son autocritique et le temps de bonnes résolutions, le temps des « c'est décidé, je vais m'améliorer ! ». Afin d'aider Madame Hidalgo dans cet exercice, nous lui proposons une liste de résolutions pour 2017 :

– Je mettrai en œuvre une vraie démocratie participative, par exemple sur mon projet de fusion des cantines en consultant l'ensemble des parents des élèves via les conseils d'école.

– Je respecterai les parisiens en cessant de leur imposer des projets dont ils ne veulent pas, comme l'implantation d'une salle de shoot, et je suivrai les avis formulés lors des processus officiels de consultation que constituent les enquêtes publiques, cf. les voies sur berge.

– Je tiendrai compte de toutes les sensibilités des habitants, et cesserai d'instrumentaliser à tout bout de

champ des pseudo-consultations où moins d'un millième de la population s'exprime.

– Je changerai de politique du logement pour permettre aux classes moyennes de rester à Paris, je soutiendrai l'accession à la propriété et cesserai d'attenter à cette même propriété avec le DPUR.

– Je cesserai de manipuler l'opinion en délivrant une information partielle voire partielle, je ne garderai pas secrète l'implantation du site de remplacement du centre de premier accueil humanitaire.

– Je donnerai au Conseil de Paris l'ensemble des informations nécessaires à ses débats, notamment en cessant de cacher les rapports défavorables de l'inspection générale, et ne réserverai plus la primeur de mes projets aux médias, mettant ainsi les élus devant le fait accompli.

– Je respecterai mon opposition, en

étudiant les projets qu'elle propose et en présidant le Conseil de Paris même lorsque les caméras sont absentes.

– Je respecterai les compétences de l'ensemble des maires d'arrondissement, qui n'ont pas à subir mes lubies centralisatrices et autocratiques.

– Je dirai enfin la vérité aux Parisiens sur l'utilisation de leurs impôts en lançant un audit général des finances par un organisme indépendant.

Pour notre part, nous prenons une résolution unique, celle de continuer à vous défendre malgré les rétentions d'informations, les manipulations ou les mensonges de la maire et le mépris permanent de l'opposition dont fait preuve l'exécutif.

L'ensemble des élus du groupe les Républicains vous souhaitent de très bonnes fêtes de fin d'année et une excellente année 2017 !

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OUALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

Moderniser l'action publique, ce n'est pas externaliser le contrôle du stationnement

Suite aux déclarations récentes de la maire de Paris, les élu-es du groupe Communiste-Front de gauche réaffirment leur opposition à l'externalisation du contrôle du stationnement payant en surface à Paris.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le vote au Conseil de Paris de l'externalisation du stationnement n'a pas eu lieu. Rien ne garantit qu'un prestataire privé fasse mieux que les agents publics. La gestion publique est une garantie pour l'usager puisque la rentabilité n'est pas et ne sera jamais le seul paramètre d'un bon service public rendu.

L'argument du faible rendement pour justifier l'externalisation est fallacieux. Le chiffre de 9 % de taux de paiement du stationnement en surface est publiquement annoncé. Nous nous interrogeons

sur la crédibilité d'un tel chiffre qui, pour l'heure, n'a pas été démontrée.

Jusqu'alors, la Préfecture de police utilisait déjà les agents de surveillance de Paris (ASP) sur d'autres missions que le contrôle du stationnement.

Donnons-leur les moyens d'effectuer correctement cette mission de contrôle en garantissant des effectifs et des moyens suffisants et adaptés. Le mauvais exemple de la privatisation des enlèvements de véhicules gênants, avec les excès de zèle dus aux versements de primes au rendement, est source de critiques importantes. Faut-il réitérer ?

Si les porteurs du projet s'appuient sur l'exemple de Madrid pour justifier leur projet, nous rappelons que Barcelone, Amsterdam,

Lisbonne ou encore Oslo font toujours le choix du service public pour le contrôle du stationnement payant.

Il est à souligner que l'intersyndicale, représentant la majorité des ASP, s'oppose à cette externalisation. Si certains agents ne sont pas contre le fait d'être redéployés sur d'autres missions, beaucoup souhaitent continuer à exercer les contrôles.

Modernisons le contrôle du stationnement payant en mettant en place une période d'expérimentation, en ayant recours aux nouvelles technologies et aux agents dans le cadre du service public.

34 • TRIBUNES

GROUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOURYS ET DAVID BELLARD, COPRÉSIDENTS DU GROUPE

Les berges de la Seine : enfin un espace de vie pour toutes et tous !

Après 15 ans de combat écologiste, la piétonnisation des berges rive droite est enfin effective ! Peu à peu, les abords de la Seine sont rendus aux Parisien-nes, aux « Grands-Parisien-nes » et aux touristes venant visiter notre capitale, et ça fait du bien !

Malgré l'opposition de la droite parisienne, la piétonnisation est d'abord une question de santé publique. Face à l'enjeu de la pollution, réduire le trafic automobile et donc les émissions de particules fines et de gaz à effet de serre est primordial.

L'ouverture des berges de Seine est l'occasion de repenser la ville et la métropole : c'est la possibilité de favoriser d'autres formes de transports, plus doux, en créant des espaces de rencontre, d'activités, de convivialité.

Cette ville inclusive que nous

voulons suppose que les berges soient réellement accessibles à tou-tes : aux personnes à mobilité réduite, aux jeunes enfants, aux piétons, aux cyclistes, etc., et que l'espace libéré soit investi par des loisirs, de la culture et l'essor d'activités économiques de proximité.

La Seine et ces espaces retrouvés ont un rôle économique et de développement durable important à jouer. Du côté du transport de marchandises par exemple, ce sont, chaque année, 2 millions de tonnes de matériaux de construction ou de produits finis qui sont chargés ou déchargés dans Paris intra-muros grâce au transport fluvial, peu polluant.

Nous pouvons aller plus loin.

Des activités du secteur de l'économie solidaire, d'insertion et circulaire, ont d'ores et déjà investi

les berges et les possibilités restent nombreuses ! Marchés flottants, bars associatifs, lieux d'expositions, installations sportives et culturelles éphémères, recycleries... sont autant de pistes à explorer pour une ouverture des berges à l'innovation sociale, solidaire et respectueuse de l'environnement.

Nous serons donc particulièrement vigilants aux activités qui seront installées sur les berges. Elles ne doivent pas être uniquement des bars branchés pour des consommateurs aisés.

Enfin, reconquérir nos berges, c'est aussi une exigence environnementale. Cet espace de respiration de 5 hectares permettra à la biodiversité de s'épanouir le long du fleuve, en reliant à terme les bois de Vincennes et de Boulogne, les deux poumons de notre ville qui manque tant d'espaces verts.

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris doit innover pour ses commerces

Paris est fort de ses 62000 commerces. Indépendants, franchisés, grandes, petites enseignes, traditionnels, innovateurs, leur diversité et leur capacité de renouvellement font notre force et notre attractivité. Ils participent à notre économie mais aussi à la vie sociale et à la qualité du cadre de vie.

Nous devons être plus attentifs à leurs demandes et sans cesse innover pour mieux accompagner ces acteurs qui emploient plus de 100000 personnes. Si nous saluons les engagements de l'exécutif dans divers domaines, nous pensons que Paris peut et doit aller plus loin en s'emparant de tous les outils d'innovation.

Sur l'adéquation entre rythmes de vie et ouverture commerciale, notre engagement est équilibré : non à la généralisation des ouvertures dominicales, mais oui

à des ZTI équilibrées et à l'ouverture des douze dimanches par an ! C'est une demande des fédérations commerçantes qui doit être acceptée car elle peut offrir une opportunité dans un contexte économique difficile notamment suite aux attentats.

L'innovation doit être au service des commerçants. Nous regrettons qu'à l'ère du numérique les démarches administratives soient aussi complexes. Que ce soit pour les déchets, les enseignes, l'occupation des terrasses, les contrôles de sécurité, à chaque demande les commerçants doivent développer une expertise administrative pour s'orienter dans le dédale des services et des formulaires d'autorisation. Si ce n'est pas un problème pour les grandes enseignes qui ont des services spécialisés, cela a un coût pour les

petits commerçants. C'est pourquoi le groupe Radical de Gauche, Centre et Indépendants propose la création d'un portail numérique www.commerces.paris pour que les professionnels puissent effectuer un maximum de démarches en ligne et qu'un guichet unique soit créé pour le reste. C'est un enjeu de simplification administrative et d'adaptation aux réalités du monde moderne. Enfin, le groupe défend la création d'un festival de cuisine de rue d'envergure pour mettre en avant cette nouvelle forme de commercialité. Après le prix de la baguette sera créé le prix de la cuisine de rue pour que la gastronomie soit accessible à tous. Pour Paris, avec le groupe RGCI défendons l'innovation pour les commerces !

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ [twitter : @Groupe_PRG_CI](https://twitter.com/Groupe_PRG_CI)

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.